

| | |
|--|---|
| Intitulé du poste | Chercheur contractuel en protection des données personnelles |
| Référence | RPS_RESPONSE_LAB CID_Postdoc_09.11.20 |
| Date de mise en ligne souhaitée | Au plus tôt |
| Type d'emploi (PhD, post-doc, ingénieur) | Post-doc |
| Durée du contrat (en mois) | 12 mois |
| Rémunération | 2 849,09 € brut mensuel |
| Qualifications (Master, PhD...) | PhD Droit |
| Heures de travail (temps plein/temps partiel) | Temps plein |
| Employeur | UBFC – Université Bourgogne Franche-Comté |
| Laboratoire d'accueil | CID |
| URL du laboratoire d'accueil | www.cid.u-bourgogne.fr |
| Adresse du laboratoire d'accueil | UFR DSEP - 4 boulevard Gabriel - 21000 Dijon |
| Description du poste | <p>Le poste est attaché à la Chaire d'entreprise « Smart City et gouvernance de la donnée » (SCGD), portée par le Centre Innovation et Droit (CID) de l'université de Bourgogne.</p> <p>La Métropole et l'université de Dijon participent à un projet H2020 (RESPONSE) porté par EIFER, regroupant plus de cinquante partenaires européens dont l'ambition est de développer des solutions innovantes visant à agir sur la production et la consommation d'énergie en milieu urbain. A cette fin, les opérateurs privés et publics souhaitent créer un « lac de données » permettant la mise en commun, le traitement et la réutilisation de données collectées par chacun d'eux. Dans ce contexte, la chaire SCGD est en charge de la production d'un rapport sur les enjeux juridiques de la mise en place de ce système. https://www.metropole-dijon.fr/Actualites/Programme-europeen-H2020</p> <p>Dans le cadre de ce projet, le candidat retenu sera chargé d'élaborer ladite étude sous l'encadrement du responsable de la chaire SCDG. Plus précisément, le post-doc sera l'interlocuteur privilégié des partenaires du projet pour la réalisation de ce rapport, et devra collecter et centraliser les informations pertinentes en vue de sa réalisation. Ensuite, il ou elle devra procéder à une analyse des difficultés</p> |

| | |
|--|---|
| | <p>juridiques posées par la collecte et le traitement de ces données. Enfin, le candidat retenu sera chargé de la rédaction du rapport final en anglais, dont la remise est prévue en Décembre 2021.</p> <p>Dans cette perspective, le candidat retenu pourra s'appuyer sur les compétences des chercheurs de l'université de Bourgogne mais aussi sur celles d'autres académiques ou partenaires privés ou publics du projet. L'ensemble de ces opérations sera réalisé sous la direction du responsable de la chaire SCGD.</p> <p>Le poste est, en principe, localisé à Dijon (Université de Bourgogne) mais peut, compte-tenu de la situation sanitaire actuelle, prendre la forme d'une participation à distance au moins partielle. Des déplacements à Dijon et en Europe sont à prévoir, quand la situation sanitaire le permettra.</p> |
| Superviseur(s) | Py Emmanuel (emmanuel.py@u-bourgogne.fr) |
| Profil du candidat | <p>Le candidat est titulaire d'un doctorat en droit idéalement dans le champ de la protection des données personnelles.</p> <p>Le candidat maîtrise l'anglais à l'écrit et à l'oral (langue maternelle souhaitable).</p> <p>Autonome, proactif, capable de travailler dans des délais serrés, le candidat retenu est ouvert à d'autres champs de connaissances que ceux relevant de sa seule spécialité et doit pouvoir échanger avec des experts d'autres spécialités juridiques ou extra-juridiques.</p> |
| Mots-clés | Droit des données personnelles – droit du numérique – propriété intellectuelle |
| Date limite de dépôt des candidatures | 15 décembre 2020 |
| Date prise de poste | Dès que possible |
| Procédure de candidature <i>Selon le type de poste</i> | <p>Merci d'envoyer un CV présentant le parcours académiques et professionnel du candidat accompagné d'une lettre de motivation en anglais.</p> <p>Les dossiers de candidatures sont à envoyer à : catherine.daurele@u-bourgogne.fr</p> <p>Un entretien avec le responsable scientifique aura lieu à distance avec un nombre limité de candidats sélectionnés.</p> |